



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

GUERRE DES BREVETS OU GUERRE AU COVID ? POUR NOS INTÉRÊTS DE TRAVAILLEURS NOUS AVONS CHOISI !

BULLETIN NPA RENAULT LE MANS

11 FEVRIER 2021

Ainsi va le capitalisme. Alors que les progrès des sciences et techniques ont rendu possible la mise au point des premiers vaccins contre le COVID en moins d'un an, voilà que le système des « brevets » et la loi du profit freinent la production des vaccins. Partout, la pénurie de doses s'installe, après celles de matériel médical, de masques, de traitements en réanimation et de tests des mois passés

Pendant ce temps, dans les hôpitaux, les déprogrammations de soins continuent, augmentant les risques sur la santé. Toujours plus d'efforts sont demandés aux travailleurs de la santé. Et les projets de réorganisation hospitalière continuent : 300 suppressions de lits programmées avec le nouvel hôpital Paris-Nord, 150 à Marseille, 200 à Nantes et à Caen, etc.

LES PROFITEURS DE LA PÉNURIE

Sanofi, qui ose licencier plus de 400 chercheurs en pleine pandémie, préfère maintenir ses chaînes de production à l'arrêt, parce qu'il ne dispose pas encore de son vaccin et qu'il n'entend pas produire ceux de ses concurrents. Il a pourtant touché plus de 1,5 milliards d'euros de fonds publics en 10 ans, sans aucune contrepartie et versé 4 milliards d'euros à ses actionnaires l'an dernier.

AstraZeneca reçoit par contrat de précommande 336 millions d'euros de l'Union européenne, mais prétextant une « baisse de rendement » dans son usine belge, il décide qu'il ne livrera que le quart des doses promises. Renseignements pris : Londres a été encore plus généreux en terme de subventions, et sera donc mieux servi.

Pfizer livre 20 % de vaccins en moins, mais fait 20 % de profits en plus, en faisant payer la sixième dose trouvée au fond de ses flacons.

LE FRIC CONTRE LA SANTÉ

Aujourd'hui, tirant profit de la pandémie qui a déjà fait plus de 2,3 millions de morts dans le monde, dont plus de 80.000 en France, quelques multinationales pharmaceutiques prévoient d'engranger des milliards de bénéfices... même si cela doit condamner la partie la plus pauvre de la population mondiale à ne pas y avoir accès parce

les vaccins sont vendus trop cher.

Pourtant, priver les pays les plus défavorisés du moyen de vacciner leur population, c'est évidemment prendre le risque que l'épidémie continue à galoper et plonge le monde dans une situation dramatique.

RÉQUISITION DE L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Pour se donner les moyens de mettre un terme à cette pénurie de vaccins, il faut en finir avec les « brevets » sur les médicaments et les secrets de production qui sont les moyens pour les multinationales du médicament d'engranger des profits faramineux sur le dos de la vie humaine. Entre 2000 et 2018, 35 multinationales du médicament ont ainsi accumulé la somme faramineuse de 7 770 milliards d'euros de bénéfices.

En mai dernier, Macron lui-même avait affirmé que « le vaccin doit être un bien public mondial, extrait des lois du marché ». Depuis, silence radio. Aujourd'hui, les traitements et les vaccins contre le Covid doivent effectivement devenir des « biens communs » universels, accessibles à toutes les populations de la planète.

L'urgence est bien d'imposer à ce gouvernement par la mobilisation qu'il décide la réquisition immédiate de tous les sites de recherche et de production de l'industrie pharmaceutique afin de produire les vaccins et traitements médicaux en quantité suffisante.

Mais imposer à l'industrie pharmaceutique de se mettre au service de la santé et de la vie humaine parce que nos vies valent plus que leurs profits, c'est choisir de remettre en cause la propriété capitaliste dans ce secteur de l'économie pour la placer sous le contrôle des professionnels de santé, de ses salariés et des usagers. Reste à construire la mobilisation pour engager cette épreuve de force.



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur
Et maintenant sur Facebook



PEUGEOT KENITRA (MAROC), VIVE LA GRÈVE !

S'implanter au Maroc, pour Renault comme pour Peugeot, c'est profiter tout à la fois des aides massives d'un Etat marocain cherchant à attirer les investissements étrangers et profiter d'une main d'œuvre à bon marché : course aux bas coûts et à la compétitivité oblige.

Mais en inaugurant en grande pompe en 2019 l'usine de Kenitra, Peugeot ne pouvait certainement pas imaginer qu'un an et demi plus tard puisse s'y dérouler une grève comme celle qui a paralysé l'usine ces derniers jours.

A l'origine de cette explosion de colère : la faiblesse des salaires de base (2600 dirhams, 240€ par mois) ; un système de comptage des heures qui conduit à des heures supplémentaires non payées, en semaine ou en week-end ; des contrats précaires sans couverture médicale

La direction a fini par tomber sur des travailleurs exigeant de pouvoir vivre dignement de leur travail. Plus ils gagneront là-bas sur leurs revendications, et moins nos patrons ici pourront faire de chantage à la délocalisation. Vive la grève des travailleurs de PSA Kenitra !

SANOFI ... EPOUSTOUFLANT !

Plus de 12 milliard de bénéfice ... en progression de 340 % sur l'année 2020 ! De quoi maintenir les emplois déjà existants et en créer de nouveaux pour supporter la charge de travail ? Pas du tout !

Sanofi va supprimer 1 700 postes en Europe, un millier en France, dont 400 dans la recherche Cela ne va pas aider à développer ou à produire des vaccins... Les salariés et la population n'ont qu'à se débrouiller.

Et le bouquet ! Sanofi préfère arroser ses actionnaires, en leur versant plus de quatre milliards d'euros de dividendes ... Ces patrons qui jouent avec la santé publique se croient tout permis, mais ils pourraient bien en rabattre, car sur plusieurs sites Sanofi, les salariés commencent à faire entendre leur colère.

Et si un jour, on envisageait de récupérer tout le fruit de notre labeur, c'est-à-dire les exproprier ... ce ne serait que justice

PAS DE PUCES, PAS DE VOITURES

LA FAILLITE D'UN MODÈLE DE PRODUCTION

Des équipementiers aux constructeurs, dans le monde entier, toute l'industrie automobile est frappée de plein fouet par l'actuelle pénurie de semi-conducteurs. Se multiplient donc les mesures temporaires de réduction de production ou de chômage partiel comme la semaine dernière, à Renault Cléon, Sandouville, ou PSA Rennes, et bientôt Mulhouse, Sochaux et Poissy ... avec les pertes de salaire qui vont avec ...

L'industrie automobile installe dans les voitures de plus en plus d'équipements électroniques intégrant des puces.

À force de faire pression pour baisser les prix, pour les fournisseurs, la fabrication de puces pour l'automobile n'est plus une priorité, la rendant ainsi dépendante d'une poignée de fournisseurs d'un petit nombre de pays : essentiellement Corée du Sud et Taïwan.

Une réalité aggravée par la généralisation de la production en « juste à temps » : toujours pour diminuer les coûts, il fallait éliminer les stocks, qui coûtent sans rien

rapporter, afin de dégager le cash nécessaire pour payer les dividendes des actionnaires. N'acceptons pas de payer la casse à leur place.

EXPLOSION DE LA PAUVRETÉ ET...DE LA FORTUNE DES PLUS RICHES !!!

Selon le rapport de l'ONG OXFAM les plus riches sortent renforcés par la crise sanitaire et financière. Les milliardaires ont vu leur fortune augmenter de 3900 milliards de dollars entre le 18 mars et le 31 décembre 2020.

En France, les milliardaires ont « gagné près de 175 milliards d'euros » sur la même période, « dépassant leur

niveau de richesse d'avant la crise ». Dans le même temps, la France atteint le triste record de 10 millions de pauvres !!!

Pouvons-nous accepter une société où il n'y aura bientôt plus que des super riches et des super pauvres

RAFFINERIE TOTAL GRANDPUITS ,UNE GRÈVE QUI APPELLE NOTRE SOLIDARITÉ

A l'origine de la grève qui dure depuis plus d'un mois maintenant figurent les 700 emplois directs et indirects menacés par le projet d'arrêt-reconversion de la raffinerie Total de Grandpuits en Seine et Marne.

Avec raison, les grévistes ne pensent pas gagner seuls face à un mastodonte tel Total. Ils cherchent à populariser leur mouvement auprès des autres raffineries et à faire converger leur combat avec d'autres luttes sur l'emploi : TUI , Sanofi... Avec en perspective un mouvement d'ensemble à l'échelle du pays sur cette question.

En grève, ils tiennent aussi dénoncer l'hypocrisie de Total, qui présente l'arrêt du raffinage de pétrole, et la reconversion du site vers la production d'agro-carburants, ou le recyclage de plastiques comme sa contribution à la transition écologique.

Mais sans renoncer à une production d'hydrocarbures incompatible avec la lutte contre le réchauffement climatique : Total se vante même sur son site début janvier de la découverte d'un nouveau gisement prometteur d'hydrocarbures au large du Suriname en Amérique du Sud.

MILLIARD POUR LES UNS, CHÔMAGE POUR LES AUTRES

Selon l'Insee, 360 000 emplois salariés ont été détruits en 2020 dans le secteur privé. Les jeunes et les précaires ont été les premiers, puis les salariés en CDI ont suivi avec les plans de suppression de postes et de départs soi-disant « volontaires ».

2,9 millions de salariés sont encore au chômage partiel, avec un revenu souvent amputé. Pire, à partir du 1er mars, l'indemnité versée par l'État passera de 84 % à 72 % du salaire.

Les milliards distribués aux grandes entreprises par l'État servent à financer les restructurations. Les actionnaires l'ont bien compris : les cours boursiers retrouvent leur niveau euphorique de la fin 2019.

Contre ces suppressions d'emplois, des travailleurs résistent, comme à Total Grandpuits. C'est en regroupant les forces de tous les salariés menacés qu'il sera possible d'empêcher les patrons de sacrifier des emplois pour gonfler leurs profits.

